



Rouge Emeraude

Bulletin du Comité du Pays Malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

N°21
Mai 2015

comité NPA
du pays malouin:
npasaintmalo@orange.fr

Chômage, austérité, guerres Hollande, trois ans au service du patronat

Pour souffler les bougies de ses trois ans à l'Élysée, Hollande a été invité par ses amis de la monarchie saoudienne, adeptes des châtiments corporels, ennemis des femmes et des travailleurs. Mais avant, il est passé récupérer son cadeau au Qatar tout autant réactionnaire: 6 milliards d'euros pour la vente de 24 avions Rafale !

Des guerres contre les peuples

Pour justifier les interventions militaires française, Hollande invoque la lutte contre le terrorisme mais, dans le même temps, il affiche son amitié et vend des armes à des monarchies qui ne cachent pas leurs sympathies pour les djihadistes et les ont indirectement financés. En réalité, l'armée française, dont certains membres sont accusés de viols sur enfants en Centrafrique, n'intervient nullement pour protéger les populations mais bien pour servir les multinationales en réaffirmant la domination de la France sur des régions d'Afrique qu'elle a largement contribué à mettre à sac. Ces interventions sont l'occasion de trouver de nouvelles parts de marché et de protéger des intérêts économiques: l'uranium du Niger ou bien les réserves de pétrole et de diamants encore non exploitées en Afrique Centrale.

Et c'est bien pour défendre les intérêts des capitalistes et des marchands d'armes que le gouvernement a décidé d'augmenter de 4 milliards le budget des armées.

Le gouvernement = le Medef

Le président du Medef n'aura même pas eu besoin de le demander, pour qu'Hollande distribue des

milliards d'euros au patronat sans aucune contrepartie, banalise le travail le dimanche, mesure-phare de la loi Macron, use de la répression syndicale et sociale en guise de dialogue social. Enfin, entre la possibilité pour les enseignants de signaler des élèves jugés déviants directement au procureur de la république et la loi sur le renseignement votée le 5 mai, il s'agit en fait, dans les deux cas, sous couvert de lutter contre le « terrorisme », de rendre chaque individu suspect potentiel donc bon client pour la mise sur écoute sans autre forme de procès que l'accord du premier ministre.

Le bilan est lourd: en 2015, plus de 8 millions de personnes vivent avec 964 euros par mois, un enfant sur 5 est pauvre, 3,6 millions de personnes sont mal-logées ou sans-abri, une personne sur cinq renonce aux soins de santé, entre 5 et 6 millions de personnes sont en exclusion bancaire et 765.000 ménages sont surendettés.

En finir avec l'austérité et le chômage !

Sourd et aveugle face au mécontentement populaire, le gouvernement prépare de nouvelles attaques. **La seule chose qui pourra le faire reculer, c'est nos mobilisations et nos luttes pour la défense de nos droits sociaux et démocratiques et en finir avec une politique au service du patronat et des riches contre les travailleurs et les peuples.** La journée de grève du 9 avril a été l'occasion pour exprimer un ras-le-bol global, un début pour rassembler nos forces. N'en restons pas là, ne laissons pas le terrain à Sarkozy et Le Pen. **La seule manière d'en finir avec Hollande, sa clique et le système qu'ils défendent, c'est un nouveau mai 68 qui aille jusqu'au bout !**



Philippe POUTOU à Rennes
Jeudi 28 mai à 20h
Salle de la Maison de Quartier de Villejean

L'EXTENSION DU STATIONNEMENT PAYANT

Le Conseil Municipal de Saint-Malo vient de voter l'extension du stationnement payant de 2358 places à 4350 places.

Au delà de notre opposition de principe au stationnement payant qui constitue une véritable **privatisation de l'espace public** et une **régulation du parking automobile sans vision à long terme et par le portemonnaie**, nous ne pouvons que dénoncer les conditions improvisées et anti-démocratiques dans lesquelles cette décision a été prise.

Celle-ci n'a en effet été précédée **d'aucune concertation ou débat public**, seuls quelques petits cercles commerçants ayant été consultés (?) ou mis dans la confidence.

Sur ce dossier, les élus Europe Ecologie les Verts et Parti Socialiste ont une nouvelle fois fait la preuve de l'indigence de leur réflexion et de leur apport au débat. Le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont pas non plus montré leur volonté d'ouvrir le débat démocratique sur cette question, pas plus d'ailleurs que sur les modalités de concession au privé de la gestion du système de péage.

PAS DE JET-SKI DANS L'ANSE SOLIDOR !

La société Nautic Motors's Evasion qui loue des jet-ski, bateaux hors-bord et autres gadgets à Erquy veut implanter son activité dans l'anse Solidor...et avait obtenu l'accord des services préfectoraux (DDTM) pour l'implantation d'un ponton près de l'îlot de Bizeux.

Sauf qu'en quelques heures, une mobilisation de citoyens et association a dénoncé les risques de nuisances sonores et d'accidents que générerait cette activité, dans cet espace littoral tant apprécié pour son calme.

Réaction saine s'il en est ! Réaction à soutenir !

Ne laissons pas nos espaces littoraux être dénaturés par des activités de ce type, à plus forte raison quand on devine à quel public ils sont accessibles (120 E pour une location d'1 heure!).

LA RME MANIPULE LA REALITE !

La Régie Malouine de l'Eau accompagne ses factures d'un tract d'explication, sans doute pour contrer les informations et actions de l'association OSONS !.

Sauf que s'agissant du tarif de l'eau 2015, ne pouvant reconnaître que celui-ci pénalise les consommateurs de -de 30 m3 au profit des gros consommateurs, elle compare les tarifs 2015 à ceux de ...**2012** pour mettre en évidence une baisse de prix.

M. RENOULT, M. BESNARD, peut on espérer une tarification transparente en 2016 !

Dans notre tradition politique, nous avons longtemps considéré que le parti socialiste était un « parti ouvrier » au sens où sa filiation historique le rattachait à la 2ème Internationale et qu'il conservait une influence et des liens étroits avec le mouvement ouvrier. C'est ce qui légitimait nos votes de second tour en sa faveur dans la mesure où nous estimions qu'il était un moyen de faire barrage à la droite.

Ces positions théoriques traditionnelles ont été remises en cause par plusieurs considérations:

- en juin 2008, **le PS a officiellement rompu sa référence au marxisme**, à l'opposé de la fameuse formule de F. Mitterrand qui déclarait en 1971 au congrès d'Epinais que « *celui qui n'est pas pour la rupture avec le capitalisme ne peut pas être adhérent du Parti socialiste* ».

- depuis l'arrivée de Hollande au pouvoir en 2012, et ceci contrairement à ce qui s'était passé lors de l'avènement d'un gouvernement socialiste (1936, 1981 et même 1997), **aucune mesure sociale significative n'a été prise en faveur du monde du travail et des couches populaires**. En revanche, par leurs politiques fiscale et économique, les gouvernements Ayrault et Valls n'ont eu de cesse que de s'attaquer au pouvoir d'achat, aux conditions de vie et de travail des classes populaires et moyennes, tout en arrosant le grand patronat d'exonérations et de crédit d'impôts....Sur le plan des libertés démocratiques, de la transition écologique, des évolutions sociétales, à part l'égalité des droits au mariage, aucune avancée.



- et maintenant la perspective de Valls, c'est la mutation du parti socialiste en « parti démocrate » avec **l'abandon de toute référence même formelle à un « socialisme d'adaptation »** gérant les miettes que pouvait lui laisser le grand capital. Il s'agit maintenant d'une **conversion au néolibéralisme et à l'idée tatchérienne selon laquelle il n'y a pas d'alternative au capitalisme**.

Nous ne pouvons évidemment pas être les « compagnons de route » de ce mouvement et c'est pourquoi nous faisons de « **l'indépendance totale vis à vis du gouvernement, du Parti Socialiste et de ses alliés** » la pierre angulaire de notre politique unitaire **dans les élections**.

C'est parce que nos camarades du PCF du pays malouin n'ont pas fait clairement cette rupture en s'alliant, aux dernières départementales, à Dol-de-Bretagne avec Europe-Ecologie Les Verts (parti qui a été dans le gouvernement Ayrault et fait tout pour y entrer à nouveau) que nous n'avons pas pu relancer l'unité réalisée aux municipales de Saint-Malo en 2014.

C'est pour cette raison que nous avons clairement appelé au second tour à voter blanc ou nul sur les 3 cantons du pays malouin où il y avait une liste PS-PRG....

La Grèce, une chance pour l'Europe !

Le collectif pour un audit citoyen lance un appel «La Grèce, une chance pour l'Europe», signé par de nombreuses personnalités et soutenu par des responsables politiques issus de toute la gauche. Il demande instamment à François Hollande de s'opposer à l'étranglement financier de la Grèce et de la démocratie en Europe, et conclut sur un appel à mobilisation pour la semaine d'action européenne contre l'austérité et en soutien au peuple grec du 20 au 26 juin dans toute l'Europe.

Le 25 janvier 2015, le peuple grec a pris son destin en main. Il a décidé d'en finir avec les politiques d'austérité qui l'ont humilié et plongé dans la misère. Dans les pays victimes de la Troïka et dans bien d'autres pays européens, la victoire de Syriza a été perçue comme un espoir d'en finir avec ces politiques profitables aux puissances financières, désastreuses pour le monde du travail et la société dans son ensemble.

Mais les institutions et les dirigeants européens refusent que le nouveau gouvernement applique ses engagements électoraux, comme le rétablissement du salaire minimum et des conventions collectives. Ils menacent d'interrompre le refinancement de la dette grecque, ce qui impliquerait le défaut de la Grèce et sa possible expulsion de l'euro. La Banque centrale européenne, outrepassant son mandat, a déjà coupé sa principale ligne de financement aux banques grecques. À l'évidence, il s'agit de faire un exemple pour montrer qu'il n'y a pas d'alternative possible.

Les grands médias ont relayé un discours de discorde entre peuples européens : les Grecs irresponsables voudraient continuer leurs excès et les faire payer aux contribuables des autres pays.

La réalité est bien différente. Comme le montrent les études et les audits citoyens de la dette qui se multiplient en Europe, partout l'explosion des dettes publiques est pour l'essentiel le résultat non d'une hausse des dépenses sociales mais de taux d'intérêts excessifs, du coût du sauvetage des banques sur fonds publics après 2008, et de la chute des recettes publiques. Celle-ci a elle-même résulté des cadeaux fiscaux au patronat et de l'évasion fiscale des riches, puis de la crise financière, et enfin de l'austérité qui détruit la société et bloque la transition écologique. En Grèce, une commission d'audit a été mise en place afin de faire la vérité sur la dette grecque.

Parlant de son élection en 2012, François Hollande disait qu'elle serait en Europe « un soulagement, un espoir, l'idée qu'enfin l'austérité ne pouvait plus être une fatalité ». Aujourd'hui les dirigeants de l'Eurogroupe œuvrent à humilier la Grèce qui refuse cette fatalité. Face au chantage, le gouvernement grec a signé le 20 février un accord temporaire qui limite fortement ses marges de manœuvre. A l'expiration de cet accord en juin, de nouvelles négociations vont décider du sort de la Grèce et de l'Europe.

Nous demandons instamment à François Hollande de s'opposer à l'étranglement financier de la Grèce, ce double déni de démocratie par lequel il renie ses engagements devant les Français et nie le droit des Grecs à décider de leur destin. Nous appelons nos députés, élus de juin 2012, à se rappeler pourquoi et pour quoi ils ont été élus. Nous participerons aux actions conjointes organisées à la mi-juin à l'initiative des mouvements sociaux européens, à partir de nos villages et quartiers, de nos lieux de travail et d'étude, pour dire ensemble: nous sommes avec les Grecs pour la dignité et la justice, pour une autre Europe.

Parmi les premiers signataires:

Thomas Coutrot (Attac), Jean-Baptiste Eyraud (DAL), Pascal Franchet (CADTM), Bernadette Groison (FSU), Pierre Khalfa (Fondation Copernic), Bruno Lamour (Collectif Roosevelt), Philippe Martinez (CGT), Jean Rousseau (Emmaus International) ; Christophe Alévêque (humoriste), Etienne Balibar (philosophe), Patrick Chamoiseau (écrivain), Susan George (auteure), Jean-Marie Harribey (économiste), Frédéric Lordon (économiste), Edgar Morin (philosophe), Dominique Plihon (économiste),

Avec le soutien de responsables politiques de gauche : Clémentine Autain (Ensemble), Olivier Besancenot (NPA), Eric Coquerel (PG), Emmanuelle Cosse (EELV), Gérard Filoche (PS), Pierre Larrouturou (Nouvelle Donne), Pierre Laurent (PCF), Christian Piquet (GU), Laura Slimani (Jeunes Socialistes)

signez et diffusez l'appel sur le site <http://www.audit-citoyen.org/>

Cadeaux au patronat: les collectivités dirigées par le PS crachent aussi au bassin

Bien sûr, il y a le CICE, le pacte de responsabilité et autres puits sans fond qui, au motif d'aider à la compétitivité des entreprises, distribuent *larga manu* l'argent public de l'Etat au patronat...

Mais il n'y a pas que cela...

Les « petits marquis » des collectivités locales, les Masriot, président du Conseil Régional, les Chenu, président du Conseil Départemental, les Couet, président de Rennes Métropole ne sont pas en reste...

Dans Ouest France du 30 avril, on apprend ainsi que les trois collectivités vont apporter:

- 450.000 € d'aide directe + 600.000 € de prêt sans intérêt à Chapin-Montfort pour reprendre l'abattoir d'AIM d'Antrain, auxquels s'ajoutent encore plus de 350.000€ de subvention pour agrandir le site d'abattage de la même boîte à Vezin-le-Coquet...

- de 20 à 30 millions d'aides financières à PSA sous diverses formes (aide directe, exonération fiscale, achat de terrain...), répondant ainsi au chantage à l'emploi du groupe automobile, « c'est ça où l'abandon à terme du site industriel de la Janais ».

Tout cela est vraiment scandaleux, au moment où les mêmes collectivités locales pleurent sur la baisse des dotations de l'Etat et rognent sur les budgets sociaux, culturels et de fonctionnement, mettant ainsi en péril nombre d'emplois publics ou associatifs... Et que dans le même temps, les grandes entreprises stoppent leurs investissements et gonflent les dividendes distribués aux actionnaires.

Un collectif de soutien au peuple grec est en cours de constitution à Saint-Malo à l'initiative de militant-es d'ATTAC, du NPA et du Parti de Gauche. Ce collectif prendra un certain nombre d'initiative d'information en mai et juin. N'hésitez pas à le rejoindre de 17h30 à 19h00, porte Saint-Vincent les 8, 15, 23 mai, 29 mai, et 5 juin et notez la réunion publique le 11 juin 2015 à la MDA avec Pierre Khalfa de la Fondation Copernic

Une loi scélérate et liberticide sur le renseignement

Le 5 mai, 438 député.es – dont G. LURTON – ont voté le projet de loi relatif au renseignement. 27 députés socialistes, 13 écologistes sur 18 et 12 sur 15 députés du groupe GDR (Front de Gauche) s'y sont opposés ou se sont abstenus. Les débats avaient eu lieu du 13 au 16 avril dans le cadre de la procédure accélérée.

Le texte voté consacre **un dispositif liberticide**, qui expose tous les citoyens à la surveillance des services de renseignement, **quasiment sans contrôle**, et met en danger toutes les mobilisations sociales et politiques.

- légalisation massive des pratiques illégales des services de police, permettant une surveillance large et très intrusive dans la vie privée des citoyens,
- extension du champ d'action du renseignement intérieur et extérieur, y compris dans des objectifs sans aucun lien avec le terrorisme,
- collecte généralisée des données sur Internet, traitées par des algorithmes,
- surveillance sans aucun contrôle des communications qui passent par l'étranger, alors que de très nombreux serveurs utilisés par des Français sont installés à l'étranger,
- conservation très longue des données collectées
- contrôle des services de renseignement **aux seules mains du pouvoir politique** (Premier ministre), avec avis consultatif d'une commission

La communication gouvernementale ne doit pas nous tromper: **en fait d'encadrement, la loi entérine les pratiques illégales des services et met en place, dans de vastes domaines de la vie sociale, des méthodes de surveillance lourdement intrusives**. La loi donne aux services de renseignement des moyens de surveillance généralisée comparables à ceux de la NSA, dénoncés par Edward Snowden, **sans garantie pour les libertés individuelles et le respect de la vie privée**.

Tous les citoyens sont concernés : cette loi qui assoit encore davantage la criminalisation de la vie syndicale est une menace pour les libertés politiques et les mobilisations à venir. La liberté et la sûreté, droits naturels et imprescriptibles reconnus par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen sont mis en péril.

Sans nul doute, cette loi constituera une tâche honteuse sur ce quinquennat socialiste.



BÉZIERS : MÉNARD FICHE DES ENFANTS !

Les milices d'extrême-droite à l'oeuvre

Le 1er mai à Paris, le service d'ordre du Front National intervenait avec brutalité pour faire taire les 3 militantes Femen qui caractérisaient – à juste titre – le rassemblement de ce parti place de l'Opéra comme manifestation fasciste. Dans cette action, outre les voies de fait contre ces militantes, les « gros bras » du FN se rendaient coupables de violation de domicile...

Le 1er mai à Rennes, un groupe de fachos de l'organisation ADSAV (Parti du Peuple Breton) intervenait rue de Chatillon à Rennes avec l'objectif de déloger des squatteurs qui occupent une maison vacante depuis plusieurs années. La « justification » de cette action était d'agir « *dès que les intérêts des nôtres seront menacés par des marginaux qui crachent sur notre société, ses valeurs et ses traditions!* » et de continuer sur le mode « *préférence nationale* » : « *Le Peu-*

ple de Bretagne n'oubliera jamais les propos de la mairie socialiste de Rennes, nous expliquant sourire aux lèvres, que les clandestins (à qui personne n'a demandé de venir en Bretagne) sont prioritaires aux Bretons en Bretagne. Plus que jamais, les nôtres avant les autres! ». Plus d'infos sur <http://www.antifabzh.lautre.net/roazhon/wp-content/uploads/dossier-maryvonne-thamin.pdf>

Ces deux situations renvoient évidemment à la progression des idées d'extrême-droite dans la société. Elles montrent la véritable nature des groupes politiques qui s'abritent derrière la montée du Front National. Elles rappellent les comportements politiques qui accompagnèrent la montée du fascisme en Italie et en Allemagne dans les années 1920-1930. Elles préfigurent ce qu'il adviendrait des libertés démocratiques si le F-Haine et ses satellites parvenaient au pouvoir.